

A portrait of Véronique Margron, a woman with short grey hair and round glasses, wearing a red turtleneck sweater. She is seated in a wooden chair with an ornate backrest. The background is dark and out of focus.

Une femme libre, une voix détonante

Propos recueillis par Jean BAUWIN

« LA HONTE VIENT DU FOND DE NOTRE CHAIR »

Véronique Margron, présidente de la Conférence des religieuses et religieux en France, est l'une des commanditaires du rapport Sauvé sur les abus sexuels commis dans l'Église catholique de ce pays. Ses résultats, rendus publics le 5 octobre 2021, obligent l'Église de France à affronter la vérité et à se remettre en question.

Véronique Margron a reçu les résultats de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église avec une « *gratitude souffrante* ». Les projections mathématiques, faites à partir des enquêtes menées par l'équipe de Jean-Marc Sauvé, prétendent qu'il y a eu entre 180 000 et 260 000 victimes abusées par des prêtres ou des religieux entre 1950 et 2020. Les résultats sont glaçants et plongent l'Église dans une phase de sidération. « *Comment signifier pour de vrai notre honte*, dit-elle. *L'Église sait faire des discours, mais qui est-ce qui va venir dire que cette honte vient du fond de notre chair ?* » Si on veut combattre le mal, il faut d'abord le reconnaître.

Elle remercie Jean-Marc Sauvé pour l'énergie considérable qu'il a investie dans cette enquête. L'ancien vice-président du Conseil d'État avait été choisi pour ses compétences et son incorruptibilité. Lui et sa commission ont abattu un travail colossal en à peine trois ans. Ils sont allés à la rencontre des victimes sur le terrain, ont écouté avec bienveillance leurs récits. Mais Véronique Margron sait bien que personne ne sort indemne d'une telle écoute.

NE PLUS SE TAIRE

Elle les remercie pour la rigueur de leur travail, d'avoir mis à jour les dysfonctionnements qui torpillent l'Église de l'intérieur. Et parce que certains membres de l'Académie catholique, dont elle fait partie, ont critiqué ce rapport, elle en a démissionné. On ne peut pas minimiser l'ampleur des crimes commis, on ne peut pas nier les faits. Une victime serait déjà un scandale absolu, alors que dire de ces centaines de milliers ? Sa gratitude est donc souffrante parce que le rapport fait une large place aux récits des victimes, insiste sur la longueur des traumatismes de celles d'agressions sexuelles. Elle se souvient avoir reçu la confiance d'une sœur, le jour de son centième anniversaire. Elle n'avait jamais parlé auparavant du prêtre qui avait abusé d'elle lorsqu'elle avait 11 ans. Elle se souvenait encore de l'odeur de son agresseur. Beaucoup de victimes sont marquées au fer rouge pour toute leur vie.

Véronique Margron est religieuse, de l'ordre des Dominicaines de la Présentation. Théologienne et moraliste, elle en est nommée supérieure avant de devenir la présidente de la Commission des religieuses et religieux en France (Corref) en 2016. Dès son élection, elle doit prendre en charge le problème des abus sexuels. Résolue à faire toute la vérité, elle commande, avec la Conférence des évêques de France, cette large enquête à Jean-Marc Sauvé chargée d'une triple mission : relater les faits d'abus, évaluer les mesures prises par l'Église en réponse, et proposer des préconisations pour éviter de futurs drames.

Désormais, l'Église doit faire la preuve que, plus jamais, elle ne fermera les yeux. Plus jamais, elle ne sera complice de ces crimes en ne les signalant pas aux autorités. Plus jamais, elle n'occultera la parole des victimes. Cette occultation, qui était systémique dans l'institution, a donné aux agresseurs le sentiment d'une impunité totale. Plus jamais l'Église ne pourra considérer ces abus comme de simples péchés, mais comme de véritables crimes. Véronique Margron se souvient qu'en 2002, un évêque fraîchement nommé lui a dit : « *Le plus grave, c'est quand un prêtre couche avec une femme, pas quand il couche avec un enfant.* » Mesurait-il ce qu'il disait ? « *On ne couche pas avec un enfant, on l'agresse* », lui rétorque-t-elle.

OUVRIR L'AVENIR

Elle pointe aussi d'autres facteurs qui ont facilité ces crimes, comme la sacralisation du prêtre, qui en fait une personne intouchable et à la respectabilité assurée. Les discours idéalisants sur la famille, sur la pureté et sur la chasteté sont problématiques parce qu'ils ne correspondent pas à la réalité de ce qui est vécu. Il faut revoir ces notions théologiquement. Par ailleurs, la survalorisation du célibat est perverse. Prétendre que le prêtre ou le religieux sacrifie sa sexualité pour être plus à l'écoute de l'autre est une illusion totale. On sait que ce sacrifice crée plus de frustrations que de générosité. Certains estiment même que, puisqu'ils ont sacrifié leur sexualité, ils ont bien droit à quelques compensations.

À présent, des commissions indépendantes doivent se mettre en place et recevoir les victimes, en donnant foi à leur récit. Bien sûr, on ne pourra rien enlever au poids de leur malheur, mais il faut chercher avec elles ce qu'on peut faire aujourd'hui pour leur ouvrir l'avenir. C'est la démarche d'une justice restaurative. L'Église a failli à sa mission. Elle n'a pas pu protéger les enfants qu'on lui confiait. Elle est devenue le premier lieu de prédation après le cercle familial et l'entourage proche. Elle ne pourra pas survivre sans se réformer en profondeur. « *Ce qui est tragique dans la gouvernance de l'institution*, pointe du doigt Véronique Margron, *c'est l'entre-soi. L'Église est gouvernée par des hommes qui se ressemblent tous. Il faudrait beaucoup de femmes, à tous les niveaux de responsabilités, mais aussi des hommes et des femmes de sensibilités différentes, qui vivent des situations différentes. Plus il y aura de diversité, moins il y aura d'abus.* » Et si l'exemple ne vient pas d'en haut, il faut commencer à la base.

UNE PAROLE JUSTE

Sœur Véronique Margron a toujours pu exercer sa liberté au cœur même de ses responsabilités, que ce soit dans sa congrégation, à l'université d'Angers où elle a été la première femme à occuper le poste de doyen de la faculté de théologie, ou en tant que présidente de la Corref. « *Comme moraliste, j'ai un certain sens de la loi, mais à condition que la loi participe justement à ce qui fait vivre, et non pas à ce qui fait mourir.* » Tout en respectant le cadre imposé par sa fonction professionnelle, elle a pu dire ce qui lui semblait juste à un moment donné, face à une situation donnée. Son combat n'a jamais été pour ou contre la hiérarchie, mais pour ce qui lui semblait être porteur de vie, de vérité et d'humanité.

Elle constate que, dans l'Église, on tient parfois des discours simples ou simplistes, on omet la complexité de la vie. Toutes les vies sont marquées par l'ambivalence, par les ambiguïtés, et on ne peut prétendre guider les gens avec des slogans ou des discours qui sont sans nuances. Elle se souvient que, lors des débats sur le mariage pour tous en France, les propos étaient tellement caricaturaux qu'ils ne pouvaient pas être fidèles à l'Évangile.

Elle a pu observer qu'en Belgique existe une culture du compromis, alors qu'en France, on aime bien s'engueuler. Et sur des sujets aussi importants que le mariage homosexuel ou l'euthanasie, le conflit latent permanent est la pire chose qui soit. « *Le compromis est une éthique forte, ce n'est pas se réfugier dans le plus petit dénominateur commun, c'est faire preuve de la plus grande créativité, ça demande d'aller au plus loin de soi-même.* » ■